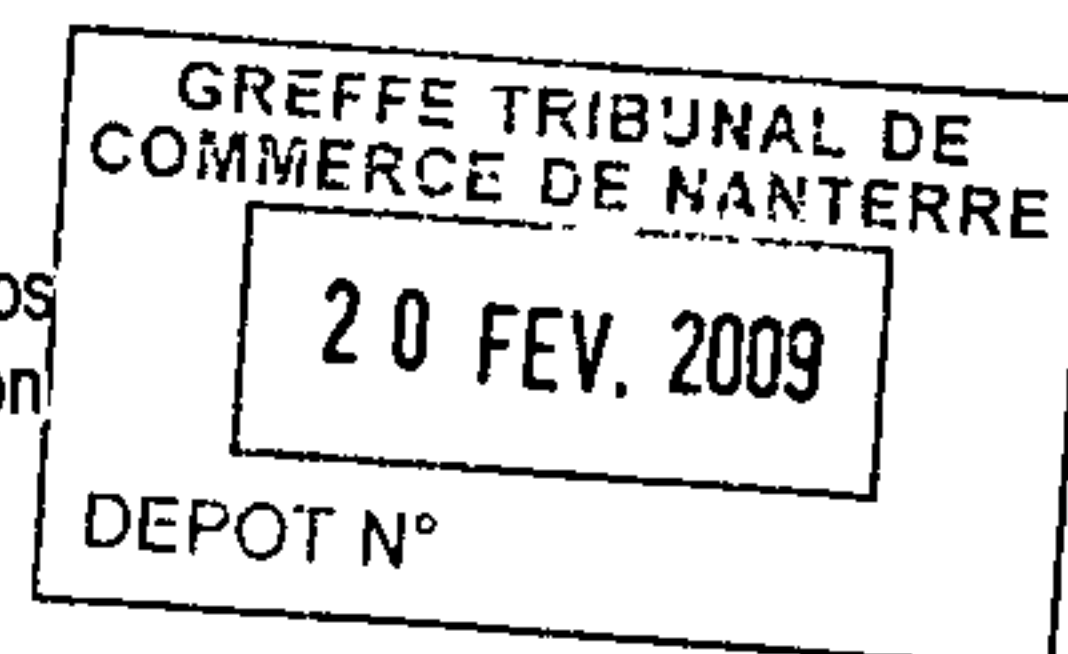


PRO DISTRIBUTION
Société anonyme au capital de 1.713.734 euros
Siège social : SÈVRES (92310) – 2, Rue Troyon
422 464 313 RCS NANTERRE



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 22 DÉCEMBRE 2008

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS

L'an deux mil huit,
Le 22 décembre

A 9 heures 30,

Les actionnaires de la société « **PRO DISTRIBUTION** » société anonyme au capital de €1 713 734, dont le siège social est sis à SÈVRES (92310) – 2, Rue Troyon, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 422 464 313 se sont réunis en assemblée au cabinet GATIENNE BRAULT & ASSOCIÉS, 144, rue de Courcelles, 75017 PARIS, sur convocation du Président.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été signée, par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire

Monsieur Moëz Alexandre ZOUARI préside la séance en sa qualité de représentant du Président de la société.

Monsieur Emmanuel PRADÈRE est désigné comme secrétaire.

Les sociétés IMANÈS et ASINCO, acceptant cette fonction, sont désignées comme scrutateurs.

Le président constate d'après la feuille de présence certifiée exacte, que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent la totalité des actions composant le capital social de la société.

L'assemblée est donc déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

La société ERNST AND YOUNG ET AUTRES, commissaire aux comptes titulaire, et Monsieur Philippe DURANTHON, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqués, sont absents et excusés.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire

- Lecture du rapport conseil d'administration,
- Constatation de la démission de deux administrateurs,
- Nomination d'un nouvel administrateur,
- Pouvoirs pour les formalités.

A titre extraordinaire

- Lecture du rapport du conseil d'administration,
- Modification de l'article 18 des statuts de la société relatif aux limitations de pouvoirs du président directeur général,
- Pouvoirs pour les formalités.

A handwritten signature, possibly 'EP', followed by a large, stylized flourish.

Puis le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- le rapport du conseil d'administration,
- une copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- une copie de la lettre de convocation adressée aux commissaires aux comptes titulaires,
- la feuille de présence,
- les pouvoirs des actionnaires représentés,
- la liste des actionnaires,
- le texte du projet des résolutions soumises à l'assemblée,
- les statuts de la société.

Puis le Président donne lecture du rapport du conseil d'administration.

Après discussion et échanges de vues, personne ne demandant la parole le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

A TITRE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Constatation de la démission de deux administrateurs)

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, prend acte de la démission des sociétés :

- DCF, société par actions simplifiée à capital variable, ayant son siège social 1 Esplanade de France, 42100 SAINT ETIENNE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT ETIENNE sous le numéro 428 268 023, et
- GERMINAL SNC, société en nom collectif, ayant son siège social 1 Esplanade de France, 42100 SAINT ETIENNE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT ETIENNE sous le numéro 352 710 586,

En leur qualité d'administrateur de la société, avec effet ce jour à l'issue de la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉOLUTION

(Désignation d'un nouvel administrateur)

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide de nommer Madame Thouraya ZOUARI, née le 6 janvier 1973 à Tunis (Tunisie), de nationalité française, demeurant 130 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS, en qualité d'administrateur de la société, pour la durée restant à courir du mandat de ses prédécesseurs, les sociétés DCF et germinal SNC, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer en 2009, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Madame Thouraya ZOUARI a déclaré accepter les fonctions qui lui sont confiées et que rien ne s'opposait à leur plein exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ts 3'

TROISIÈME RÉSOLUTION
(Pouvoirs pour les formalités)

L'assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'un extrait ou d'une copie certifiée du présent procès verbal à l'effet d'accomplir toute formalité afférente aux résolutions ci-dessus adoptées et prescrites par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A TITRE EXTRAORDINAIRE

QUATRIÈME RÉSOLUTION
(Modification de l'article 18 des statuts)

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, de modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 18 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 18

- 18.1 Les décisions suivantes ne peuvent être prises par le président de la société, et le cas échéant, le ou les directeur(s) général(aux) sans l'accord préalable du Conseil d'administration de la société, statuant à la majorité simple de ses membres présents ou représentés, qu'il s'agisse de décisions concernant la société ou l'une quelconque des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce (ci-après les « FILIALES ») :
- L'adoption des plans de développement et des budgets annuels d'investissement, de financement et de fonctionnement,
 - Tout engagement (quelle qu'en soit la nature et y compris les engagements hors bilan) de la société ou de l'une de ses FILIALES, s'il ne figure pas de manière individualisée au budget et excède annuellement, en une ou plusieurs fois, la somme de EUR 1 500 000 HT,
 - L'arrêté des comptes annuels sociaux et consolidés de la société ainsi que l'arrêté des comptes sociaux des FILIALES de la société,
 - L'acquisition, la cession, le transfert, la mise en location-gérance ou le nantissement de tout fonds de commerce, éléments de fonds de commerce de l'une quelconque des sociétés du groupe,
 - L'acquisition, la location ou la souscription de participations dans toute société, groupement ou entité de toute nature, la constitution de succursales ou de FILIALES par la société ou l'une de ses FILIALES, si elle ne figure pas au budget de manière individualisée, sauf celles qui sont visées au 0,
 - La cession, la location, le transfert ou le nantissement par la société ou l'une de ses FILIALES de toutes participations, succursales ou FILIALES qui ne figure pas au budget de manière individualisée,
 - Le recrutement de tout salarié par la société ou l'une de ses FILIALES dont la rémunération brute annuelle fixe est supérieure ou égale à EUR 100 000,



- La conclusion, la modification ou la résiliation de toute convention conclue entre la société ou l'une de ses FILIALES avec l'un de ses associés, l'un de ses dirigeants ou l'une quelconque des sociétés du groupe auquel appartient l'un des associés de la société,
- La proposition à l'assemblée des associés de la mise en distribution de dividendes,
- La mise en distribution d'acomptes sur dividendes par la société,
- La proposition à l'assemblée de la désignation ou la révocation de tout mandataire social de la société ou de ses FILIALES, la fixation de sa rémunération,
- La proposition à l'assemblée de tout amendement des statuts de la société ou de ses FILIALES qui n'est pas rendu nécessaire par un changement de législation.
- Les cautions, avals ou sûretés ou garanties, sauf ceux visés à l'article 18.2,
- La conclusion de toute convention par la société ou l'une de ses FILIALES ne ressortant pas de la gestion courante ou conclue à des conditions qui ne soient pas des conditions de marché.

18.2 Les décisions suivantes ne peuvent être prises par le président de la société, et le cas échéant, le ou les directeur(s) général(aux), sans l'accord préalable du Conseil d'administration de la société, statuant à l'unanimité, qu'il s'agisse de décisions concernant la société ou l'une quelconque de ses FILIALES :

- L'acquisition ou la souscription de participations dans toute société, groupement ou entité de toute nature, la constitution de succursales ou de FILIALES par la société ou l'une de ses FILIALES, l'acquisition de tout fonds de commerce, dès lors que cette acquisition, souscription ou constitution :
 - se ferait à un prix supérieur à 8 000 000 (huit millions) d'euros (par magasin), ou bien
 - se ferait à des conditions de prix substantiellement différentes de celles du marché local (étant précisé qu'à ce jour le prix d'un fonds de commerce peut être évalué sur le marché local entre 5 à 6 mois de chiffre d'affaires HT),
 Il est précisé qu'en cas d'évolution des conditions du marché local, ASINCO pourra saisir le conseil d'administration afin de modifier ce seuil compris à ce jour entre 5 à 6 mois du chiffre d'affaires HT, à la hausse ou à la baisse, sur la base d'études de marché qu'elle aura fait effectuer aux frais de la société.
- La cession, la location (sous toutes ses formes), le transfert, ou le nantissement par la société ou l'une de ses FILIALES de toutes participations, succursales ou FILIALES, la cession, la location (sous toutes ses formes), le transfert ou le nantissement de tout fonds de commerce ou élément de fonds de commerce de l'une quelconque des sociétés du groupe, la fermeture de tout fonds de commerce, à moins que cette cession, cette location, ce transfert, ce nantissement ou cette fermeture ne s'inscrive de manière nécessaire dans le plan d'expansion du partenariat existant entre les associés de la société. Tel sera le cas uniquement si la cession d'un fonds de commerce par la société ou l'une de ses FILIALES, intervient de manière concomitante avec l'acquisition ou la location par la société ou l'une de ses FILIALES, d'un autre fonds de commerce dont l'exploitation répond aux critères de l'activité de la société ou de la FILIALE concernée.

En outre, toute cession, toute location, tout transfert ou nantissement par la société ou l'une de ses FILIALES de toutes participations, succursales ou FILIALES, ainsi que de tout fonds de commerce ou élément de fonds de commerce et la fermeture de tout fonds de commerce sera soumis à l'accord préalable du conseil d'administration de la société, dans les conditions du présent article, dès lors que ce(s) cessions, ce(s) transfert(s), fermeture(s) ou nantissement(s) porte(nt) ensemble sur plus d'un tiers du parc de magasins détenus par la société et ses FILIALES, ce seuil étant déterminé sur une période de 12 mois glissants.

21.

- La proposition à l'assemblée des associés d'émettre des valeurs mobilières de la société ou de l'une de ses FILIALES donnant droit ou non à une quote-part du capital et/ou des droits de vote de la société ou de l'une de ses FILIALES et la fixation des conditions et de modalités d'émission desdites valeurs mobilières,
- La proposition à l'assemblée des associés d'adopter tout projet de restructuration (projet de fusion, de scission, d'apport partiel ou entraînant un changement de contrôle) concernant la société ou l'une de ses FILIALES,
- La demande d'admission des actions à la cote d'un marché réglementé et le choix de tout intermédiaire, conseil et établissement financier devant intervenir dans le cadre d'une demande d'admission des actions à un marché réglementé en fonctionnement régulier,
- L'octroi de caution, aval ou garantie par la société ou une de ses FILIALES, qu'elle qu'en soit la forme, en garantie des engagements d'un tiers ou l'affectation de tout ou partie des actifs ou des titres de la société ou de l'une de ses FILIALES, en sûreté d'un engagement d'un tiers, sauf si cette caution, aval, garantie ou sûreté s'inscrit de manière nécessaire dans la réalisation de la politique d'expansion de la société, telle que décrite dans le business plan,
- L'octroi de l'agrément en cas de transfert de titres ou de valeurs mobilières de la société,
- Les abandons de créance excédant une somme de 75 000 euros,
- La conclusion de transactions pour mettre fin à un litige judiciaire ou à une instance arbitrale. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉSOLUTION (Pouvoirs)

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'un extrait ou d'une copie certifiée du présent procès verbal à l'effet d'accomplir toute formalité afférente aux résolutions ci-dessus adoptées et prescrites par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau.

Le Président
Monsieur Moëz Alexandre ZOUARI

IMANÈS
Monsieur Moëz Alexandre ZOUARI

Le secrétaire

Monsieur Emmanuel PRADÈRE

ASINCO
Monsieur Emmanuel PRADÈRE

SOCIÉTÉ P.R.O DISTRIBUTION

Société Anonyme au capital de 1.713.734 Euros

Siège Social : 2 rue Troyon

92310 SEVRES

R.C.S NANTERRE B 422 464 313

Authentic conforme



STATUTS

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SIEGE - DUREE

ARTICLE PREMIER - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions ci-après dénombrées et de toutes celles qui seraient ultérieurement créées, une société anonyme française régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

La société existant précédemment sous forme de SARL a été transformée en Société Anonyme aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 16 Mars 2001.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société a pour dénomination sociale **PRO DISTRIBUTION**

Dans tous les documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " société anonyme " ou des initiales S.A. et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour principal objet, tant en France qu'à l'étranger :

I - d'acquérir, de détenir, de gérer toutes participations dans des sociétés exerçant leur activité dans le secteur de la distribution.

- de gérer, acheter, vendre tout portefeuille d'actions de parts, d'obligations et de titres de toutes sortes.

- de réaliser toutes études, recherches et actions dans le domaine de la gestion, de l'assistance et du conseil à toutes sociétés et par suite de procéder à l'acquisition, la vente, la location, la mise au point de tout matériel notamment informatique ainsi que de programmes, logiciels, et procédés.



- l'assistance et le conseil de toute personne physique ou morale en tous domaines où la législation et la réglementation en vigueur ne l'interdit pas et notamment, en matière de gestion, de marketing et d'action commerciale.

II - d'acquérir et vendre en gros ou en détail toutes marchandises, référencer tout fournisseur, agissant dans le secteur de la distribution, en vue de favoriser le développement, notamment des sociétés filiales.

Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé : 2 rue Troyon – 92310 SEVRES

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Lors d'un transfert du siège social décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années, à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Il a été apporté à la constitution une somme de 50.000 Francs, en numéraire.

Lors de l'Assemblée Générale en date du 22 Février 2001, le capital social qui s'élevait à 50.000 Francs, a été augmenté d'une somme de 132.400 Francs, par apports en nature, puis par incorporation d'une prime d'apport à hauteur de 4.005.229,49 Francs et converti en 638.400 Euro, puis a été porté à la somme de 1.174.250 Euro, par apport en numéraire de la société LCI DISTRIBUTION.

Lors de l'Assemblée Générale en date du 16 Mars 2001, le capital a été porté à la somme de 1.713.734 Euro par incorporation de la prime d'apport à hauteur de 539.484 Euro.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à UN MILLION SEPT CENT TREIZE MILLE SEPT CENT TRENTE QUATRE EURO (1.713.734 Euro).

Il est divisé en TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE CINQ ACTIONS (3.355 actions), d'une seule catégorie, d'une valeur nominale de 510,80 Euro.



ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la Loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider de l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la Loi.

L'assemblée générale peut déléguer au conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Conformément à la Loi, les actionnaires ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

L'assemblée qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation. Elle statue, à peine de nullité, sur le rapport du conseil d'administration et sur celui du Commissaire aux comptes.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits de créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

L'assemblée générale peut déléguer au conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser la réduction du capital social, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration dans le délai de cinq ans, à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des action porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de

la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

ARTICLE 10 - FORME

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I - Les actions sont librement négociables entre les actionnaires ou au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, de même qu'en cas de succession ou de liquidation de communauté entre époux.

En cas de cession à un tiers étranger à la société, le cédant doit notifier son intention de céder par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception au président du conseil d'administration.

L'agrément est donné par le conseil d'administration dans les conditions fixées par l'Article L 228-24 du Nouveau Code de Commerce et par les dispositions du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

En cas de refus d'agrément, la société devra faire acheter les actions dans les conditions fixées aux Articles L 228-24, alinéa 2 du Nouveau Code de Commerce - et 207 - alinéa 2 du décret du 23 mars 1967 et 1 843-4 du Code Civil.

II - La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres ou comptes tenus à cet effet au siège social.

La cession de ces actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur un registre paraphé et coté dit " Registre des mouvements ". La société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé, en outre, par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le Maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société tient à jour au moins semestriellement la liste des personnes titulaires d'actions avec l'indication du domicile déclaré par chacune d'elles.

III - Les actions en numéraire provenant d'une augmentation de capital ne sont négociables qu'après l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés de la mention modificative de cette augmentation de capital.

Les actions d'apport ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité, sous réserve des exceptions prévues par la Loi. Pendant ce délai, elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues à l'Article 1690 du Code Civil.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

I - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

II - Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

III - Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

IV - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou de conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

V - A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations, ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prise en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte-tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respective, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

I - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire de plus diligent.

II - Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus propriétaires à l'égard de la société. Toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

I - La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la Loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

II - La durée de leur fonction est de une année au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

III - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Ces derniers doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

IV - Si un ou plusieurs sièges d'administrateur deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démissions, le conseil d'administration peut procéder à une ou plusieurs nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci ou, à défaut, le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

V - Les administrateurs, personnes physiques, ne peuvent appartenir au total à plus de cinq (5) conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la Loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif.

Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

ARTICLE 15 - QUALITE D'ACTIONNAIRE DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'UNE (1) action.

Les administrateurs nommés au cours de la vie sociale peuvent ne pas être des actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

ARTICLE 16 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elles puissent excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil d'administration nomme, de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elles puissent excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le vice-président le plus ancien.

Le président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

ARTICLE 17 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

I - Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du Conseil d'Administration ou le Directeur Général s'il en existe un, peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un objet déterminé.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, télégramme ou télex. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions à l'Ordre du Jour.

II - Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Il est expressément prévu que les administrateurs ne pourront pas participer à la réunion du Conseil par les moyens de visio-conférence.

III - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents.

IV - Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

18.1 Les décisions suivantes ne peuvent être prises par le président de la société, et le cas échéant, le ou les directeur(s) général(aux) sans l'accord préalable du Conseil d'administration de la société, statuant à la majorité simple de ses membres présents ou représentés, qu'il s'agisse de décisions concernant la société ou l'une quelconque des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce (ci-après les « FILIALES ») :

- L'adoption des plans de développement et des budgets annuels d'investissement, de financement et de fonctionnement,
- Tout engagement (quelle qu'en soit la nature et y compris les engagements hors bilan) de la société ou de l'une de ses FILIALES, s'il ne figure pas de manière individualisée au budget et excède annuellement, en une ou plusieurs fois, la somme de EUR 1 500 000 HT,
- L'arrêté des comptes annuels sociaux et consolidés de la société ainsi que l'arrêté des comptes sociaux des FILIALES de la société,
- L'acquisition, la cession, le transfert, la mise en location-gérance ou le nantissement de tout fonds de commerce, éléments de fonds de commerce de l'une quelconque des sociétés du groupe,
- L'acquisition, la location ou la souscription de participations dans toute société, groupement ou entité de toute nature, la constitution de succursales ou de FILIALES par la société ou l'une de ses FILIALES, si elle ne figure pas au budget de manière individualisée, sauf celles qui sont visées au 18.2,
- La cession, la location, le transfert ou le nantissement par la société ou l'une de ses FILIALES de toutes participations, succursales ou FILIALES qui ne figure pas au budget de manière individualisée,
- Le recrutement de tout salarié par la société ou l'une de ses FILIALES dont la rémunération brute annuelle fixe est supérieure ou égale à EUR 100 000,
- La conclusion, la modification ou la résiliation de toute convention conclue entre la société ou l'une de ses FILIALES avec l'un de ses associés, l'un de ses dirigeants ou l'une quelconque des sociétés du groupe auquel appartient l'un des associés de la société,
- La proposition à l'assemblée des associés de la mise en distribution de dividendes,
- La mise en distribution d'acomptes sur dividendes par la société,
- La proposition à l'assemblée de la désignation ou la révocation de tout mandataire social de la société ou de ses FILIALES, la fixation de sa rémunération,
- La proposition à l'assemblée de tout amendement des statuts de la société ou de ses FILIALES qui n'est pas rendu nécessaire par un changement de législation.
- La conclusion de toute convention par la société ou l'une de ses FILIALES ne ressortant pas de la gestion courante ou conclue à des conditions qui ne soient pas des conditions de marché.

18.2 Les décisions suivantes ne peuvent être prises par le président de la société, et le cas échéant, le ou les directeur(s) général(aux), sans l'accord préalable du Conseil d'administration de la société, statuant à l'unanimité, qu'il s'agisse de décisions concernant la société ou l'une quelconque de ses FILIALES :

- L'acquisition ou la souscription de participations dans toute société, groupement ou entité de toute nature, la constitution de succursales ou de FILIALES par la société ou l'une de ses FILIALES, l'acquisition de tout fonds de commerce, dès lors que cette acquisition, souscription ou constitution :
 - se ferait à un prix supérieur à 8 000 000 (huit millions) d'euros (par magasin), ou bien
 - se ferait à des conditions de prix substantiellement différentes de celles du marché local (étant précisé qu'à ce jour le prix d'un fonds de commerce peut être évalué sur le marché local entre 5 à 6 mois de chiffre d'affaires HT),
Il est précisé qu'en cas d'évolution des conditions du marché local, ASINCO pourra saisir le conseil d'administration afin de modifier ce seuil compris à ce jour entre 5 à 6 mois du chiffre d'affaires HT, à la hausse ou à la baisse, sur la base d'études de marché qu'elle aura fait effectuer aux frais de la société.
- La cession, la location (sous toutes ses formes), le transfert, ou le nantissement par la société ou l'une de ses FILIALES de toutes participations, succursales ou FILIALES, la cession, la location (sous toutes ses formes), le transfert ou le nantissement de tout fonds de commerce ou élément de fonds de commerce de l'une quelconque des sociétés du groupe, la fermeture de tout fonds de commerce, à moins que cette cession, cette location, ce transfert, ce nantissement ou cette fermeture ne s'inscrive de manière nécessaire dans le plan d'expansion du partenariat existant entre les associés de la société. Tel sera le cas uniquement si la cession d'un fonds de commerce par la société ou l'une de ses FILIALES, intervient de manière concomitante avec l'acquisition ou la location par la société ou l'une de ses FILIALES, d'un autre fonds de commerce dont l'exploitation répond aux critères de l'activité de la société ou de la FILIALE concernée.

En outre, toute cession, toute location, tout transfert ou nantissement par la société ou l'une de ses FILIALES de toutes participations, succursales ou FILIALES, ainsi que de tout fonds de commerce ou élément de fonds de commerce et la fermeture de tout fonds de commerce sera soumis à l'accord préalable du conseil d'administration de la société, dans les conditions du présent article, dès lors que ce(s) cessions, ce(s) transfert(s), fermeture(s) ou nantissement(s) porte(nt) ensemble sur plus d'un tiers du parc de magasins détenus par la société et ses FILIALES, ce seuil étant déterminé sur une période de 12 mois glissants.

- La proposition à l'assemblée des associés d'émettre des valeurs mobilières de la société ou de l'une de ses FILIALES donnant droit ou non à une quote-part du capital et/ou des droits de vote de la société ou de l'une de ses FILIALES et la fixation des conditions et de modalités d'émission desdites valeurs mobilières,
- La proposition à l'assemblée des associés d'adopter tout projet de restructuration (projet de fusion, de scission, d'apport partiel ou entraînant un changement de contrôle) concernant la société ou l'une de ses FILIALES,
- La demande d'admission des actions à la cote d'un marché réglementé et le choix de tout intermédiaire, conseil et établissement financier devant intervenir dans le cadre d'une demande d'admission des actions à un marché réglementé en fonctionnement régulier,
- L'octroi de caution, aval ou garantie par la société ou une de ses FILIALES, qu'elle qu'en soit la forme, en garantie des engagements d'un tiers ou l'affectation de tout ou partie des actifs ou des titres de la société ou de l'une de ses FILIALES, en sûreté d'un engagement d'un tiers, sauf si cette caution, aval, garantie ou sûreté s'inscrit de manière nécessaire

dans la réalisation de la politique d'expansion de la société, telle que décrite dans le business plan,

- L'octroi de l'agrément en cas de transfert de titres ou de valeurs mobilières de la société,
- Les abandons de créance excédant une somme de 75 000 euros,
- La conclusion de transactions pour mettre fin à un litige judiciaire ou à une instance arbitrale.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte-tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication de statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la Loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et par les présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

Le conseil d'administration décide à la majorité des administrateurs présents ou représentés, si la direction générale de la société est assumée soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique désignée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général. Il informe de sa décision les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Le changement d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification statutaire.

ARTICLE 19 - PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président du conseil d'administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée des Actionnaires. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

ARTICLE 20 - DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE

I – La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le président du conseil d'administration, les stipulations du présent article relatives au directeur général lui sont applicables.

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut dépasser cinq (5).

II – Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

L'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués sont déterminés par le conseil d'administration en accord avec le directeur général.

Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

III – La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de directeur général et de directeur général délégué est fixée à 65 ans. Lorsque la limite d'âge est atteinte, le directeur général et/ou le directeur général délégué concerné est réputé démissionnaire d'office.

IV – Le directeur général ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de directeur général de société anonyme ayant son siège sur le territoire français, sous réserve des dérogations prévues par les dispositions du Code de Commerce.

V – Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Il en est de même, sur proposition du directeur général, des directeurs généraux délégués.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

ARTICLE 21 - REMUNERATION

I - L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II - La rémunération du président du conseil d'administration, celle du directeur général et celles des directeurs généraux délégués sont fixées par le conseil d'administration. Elles peuvent être fixes ou proportionnelles, ou à la fois fixes et proportionnelles.

III - Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la Loi.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, DIRECTEUR GENERAL, DIRECTEUR GENERAL DELEGUE, OU ACTIONNAIRE

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieurs à 5% ou encore, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlent au sens de l'article L.233-3 du code de Commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Cependant ces conventions sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

L'intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par les dispositions du Code de Commerce.

ARTICLE 23 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la Loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire, ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

TITRE III

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes titulaires et par un ou deux commissaires aux comptes suppléants qui sont nommés et exercent leur mission conformément à la Loi.

TITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 25 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales, selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 26 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le conseil d'administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou dans tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite, quinze jours avant la date de l'assemblée générale, soit par un avis de convocation inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social ainsi que par une lettre adressée à chaque actionnaire inscrit depuis un mois au moins, soit par une simple lettre adressée à tous les actionnaires.

Toutefois, les actionnaires qui en ont fait la demande préalable et ont consigné les frais correspondants auprès de la société, sont convoqués par pli recommandé.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins d'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'Ordre du Jour de la première.

Chaque avis et/ou les lettres de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la Loi.

ARTICLE 27 - ORDRE DU JOUR

I - L'Ordre du Jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

II - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la Loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription à l'Ordre du Jour de l'assemblée de projets de résolutions.

III - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'Ordre du Jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 28 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

I - Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et d'une inscription de sa qualité d'actionnaire sur le registre tenu par la société au moins cinq jours avant la réunion de l'assemblée générale.

II - Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

III - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la Loi.

ARTICLE 29 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

I - A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la Loi.

Cette feuille de présence dûment émargée par les actionnaires présents et la mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

II - Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'assemblée est convoquée par le ou les Commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataire, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

III - Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformes à la Loi.

ARTICLE 30 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

I - Dans les assemblées générale ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret.

II - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

III - Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

IV - Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 31 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

I - L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- Approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis,
- Statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires,
- Donner ou refuser quitus de leur gestion aux administrateurs,
- Nommer et révoquer les administrateurs et les Commissaires aux comptes,
- Approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration,
- Fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration,
- Statuer sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration,
- Autoriser les émissions d'obligations ordinaires ainsi que la constitution des dettes réelles qui pourraient leur être conférées,
- Statuer, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

II - L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 32 - ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

I - L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

II - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

III - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions et la même limite.

IV - S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée générale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

ARTICLE 33 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminés par la Loi.

TITRE V

INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS -

REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 34 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 35 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la Loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs de faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement. Le rapport établi par le conseil d'administration rend également compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social, ainsi que du montant des rémunérations et des avantages de toute nature que chacun de ces mandataires a reçu durant l'exercice de la part des sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de Commerce. Il comprend également la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires durant l'exercice.

Le conseil d'administration présente à l'assemblée des actionnaires son rapport, ainsi que les comptes annuels, et le cas échéant , les comptes consolidés.

ARTICLE 36 - FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe,, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à l'extinction.

ARTICLE 37 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

I - L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

II - Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que les sommes à porter en réserve, en application de la Loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répartition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte-tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répartition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 38 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu de la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi et sous réserve des dispositions de l'Article 8-II ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation en eu lieu.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 39 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors le cas de dissolution judiciaire prévu par la Loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions du quorum et de la majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 40 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

STATUTS MIS A JOUR LE 22 DECEMBRE 2008